

Or, en admettant même que les circonstances qui ont donné à Wall Street son importance ne se reproduisent pas, qu'il n'y ait plus jamais une stimulation semblable à celle qui fut amenée par la guerre de Sécession, qu'on ne voie plus les grands mouvements financiers de la période qui suivit la guerre, il est certain que l'activité de Wall Street survivra aux causes qui l'ont enfantée. On a observé bien souvent que les habitudes créées par des besoins transitoires ne disparaissent pas toujours avec ces besoins, mais peuvent devenir un élément permanent et héréditaire dans la vie d'un peuple.

Il y a lieu de se demander si ce mouvement gigantesque de Wall Street est utile ou nuisible. Au point de vue politique, les Américains ne pensent pas qu'il soit nuisible. Il ne se fait aux Etats-Unis pour ainsi dire aucune spéculation sur les valeurs étrangères, et l'on ne saurait faire assez ressortir le caractère nettement national de leurs marchés. Les occasions que trouve l'argent de s'employer aux Etats-Unis sont tellement fréquentes que les Américains ne sont pas tentés par les placements à l'étranger. Je ne parle pas seulement de leurs mines, de leurs métaux, de leur charbon, de leurs pétroles, qui donnent lieu par des entreprises connues à des opérations considérables. Mais ce qu'on peut appeler leur industrie de transformation, leurs sociétés électriques, leurs travaux, leur système de captation et de distribution de force motrice, leurs machines, leurs produits fabriqués, soieries, chaussures tout cela leur permet de drainer l'argent dans le reste du monde, et d'en exporter rarement eux-mêmes sur le marché des valeurs.

Les Etats-Unis sont si peu engagés dans les complications continentales que leurs capitalistes sont presque complètement soustraits à l'action politique d'un pouvoir européen quelconque. Et jamais on ne verra chez eux les porteurs de valeurs étrangères influencer sur la politique étrangère. La bourse et la politique habitent chacune un compartiment absolument étanche, tandis que chez nous elles ont des infiltrations réciproques qui leur nuisent à toutes deux. En ce qui concerne la politique intérieure, la discussion des pouvoirs entre le congrès et la législature d'Etat est toute à l'avantage de l'indépendance des entreprises industrielles. Il n'y a guère que les valeurs de chemins de fer concessionnaires de terrains qui pourraient être impressionnées par la perspective de l'intervention législative. C'est le seul point de contact entre les spéculateurs et les politiciens.

Ce n'est pas à dire cependant que dans ces dernières années la bourse de New-York n'ait jamais causé d'orages fi-

nanciers sur les marchés petits et grands. Et comment pourrait-il en être autrement, lorsqu'un peuple tout entier semble avoir la spéculation dans le sang, et lorsque des générations trouvent dans leur berceau cette habitude de courir des risques que leurs devanciers y ont déposée et qui est devenue une seconde nature?

En Amérique, on spéculé sur des objets qui, dans le Vieux Monde, sont rarement matière à transactions de bourse. On spéculé sur les élections. On spéculé sur des produits qui n'existent pas encore, sur le coton, le froment, le maïs, le lard, sur des denrées à naître et à livrer à terme. Chaque année, sur le marché du coton, on vend au moins cinq fois la valeur du coton à récolter dans l'année, et l'on a constaté qu'en 1887 les gens qui spéculaient sur le pétrole ont vendu cinquante fois la valeur de la production de l'année.

Dans l'Est, où la valeur de la terre peut être considérée comme stable, on spéculé encore sur les maisons et sur les terres; on vend et on achète sans avoir la moindre intention de livrer ou de prendre possession. Au bout de quelques heures ou de quelques jours, les haussiers et les baissiers se paient réciproquement d'après la valeur conventionnelle acquise ou perdue par les objets de leur trafic, et ils recommencent.

On peut s'en fier, d'ailleurs, à l'ingéniosité des agents pour flatter ce goût national et inventer des combinaisons qui permettent au plus petit capitaliste de le satisfaire. La plupart de ces combinaisons existent déjà dans notre Vieux Monde; mais encore peu d'hommes, dans ce Vieux Monde, ont appris la manière de s'en servir. L'Américain, d'une adaptation beaucoup plus rapide, les a tout de suite comprises et pratiquées. Elles cadrent avec cette haute tension nerveuse, dont il est fier et dont il tire, d'ailleurs, un si merveilleux parti.

Si tout le monde spéculé, tout le monde est exposé aux inconvénients de la spéculation, et Wall Street donne parfois naissance à de vrais cyclones qui ravagent les marchés financiers de l'Amérique, petits ou grands, et créent parfois aussi de violentes perturbations jusqu'en Europe. Ces cyclones naissent dans des circonstances très diverses. La plus fréquente est ce qu'on appelle un "corner".

Je suppose que vous ayez cent moutons. Vous les vendez, et quand le moment de les livrer est arrivé, vous les conduisez dans l'étable de l'acheteur. Tout cela est très régulier. Mais si n'ayant que cent moutons vous en avez vendu cent cinquante, quand le moment de la livraison arrive, il faut bien que vous achetiez vous-même les cinquante qui vous manquent, et si vous ne les trouvez pas autour de vous, il faut bien que vous vous

arrangiez avec votre acheteur qui devient maître de la spéculation, et peut vous forcer à les lui racheter, à lui-même, au prix fixé par sa seule fantaisie et sa seule cupidité. Il résulte de cette opération un véritable étrangement. Cela s'appelle un "corner". Remplacez maintenant les moutons, dont le marché est à peu près illimité, par des titres d'une entreprise quelconque, dont le nombre est fixé d'avance, et vous comprendrez tout de suite combien il est facile de faire un "corner", c'est-à-dire d'étrangler les gens qui ont vendu plus de titres qu'ils n'en possédaient, et qui, pour effectuer la livraison de ces titres, sont obligés d'aller les demander à ceux-là mêmes à qui ils les ont vendus.

En dehors de ces étranglements qui désorganisent toute une cité, et sans aller jusqu'au krach, il y a des entreprises de bourse, d'ailleurs parfaitement légales, qui rappellent de fort près des actes de piraterie et d'envahissement; celle, par exemple, qui consiste à faire main basse, à prix d'argent, sur la majorité des actions d'une société et à profiter d'une assemblée générale pour en changer la direction et en modifier à la fois le personnel et le caractère. Avec de pareilles moeurs, la société financière n'offre plus aucune espèce de stabilité. Et ceux qui dirigent une compagnie par actions doivent toujours s'attendre à trouver, assis dans leur fauteuil, à leur bureau, des inconnus représentant une coalition fortuite et passagère, soit d'actionnaires mécontents, soit de spéculateurs audacieux.

L'histoire financière de ces dernières années nous a offert de nombreux exemples de ces accidents aux Etats-Unis. De semblables bouleversements ont rendu les fortunes précaires, les hommes d'affaires craintifs, les banquiers nerveux et l'Europe capitaliste déflante. Les remèdes ne sont pas faciles à trouver, car la Bourse sera toujours un lieu d'élection pour les joueurs adroits. Mais, néanmoins, un courant assez intense s'est créé à Wall Street parmi les financiers sérieux, afin d'assurer une certaine sécurité, non pas aux joueurs, mais aux petits financiers. Personne n'est en état de garantir le public contre des événements imprévus tels que les guerres ou les révolutions, ou même contre les infortunes d'une entreprise industrielle; mais il est possible de protéger le capitaliste contre le vol organisé, contre les entreprises déloyales, contre le mensonge. La déloyauté et le mensonge sont les facteurs habituels des paniques artificielles qui amènent tant de ruines. En Amérique pas plus qu'en Europe on n'est en état de prévenir ce qu'on appelle la distribution de dividendes fictifs. A un moment donné, les actions de l'International Power Company montèrent jus-